

Albert de Mun

Le « socialisme clérical » et le paradoxe d'une école publique rennaise

par

T.R. et P.Pty.

ASVPNF, octobre 2026

La dénomination d'une école élémentaire publique de Rennes au nom d'Albert de Mun constitue un paradoxe mémoriel digne d'attention. Figure majeure du catholicisme social à la fin du XIX^e siècle, Albert de Mun défendait l'organisation chrétienne du monde ouvrier contre le libéralisme économique aussi bien que contre le socialisme révolutionnaire. Après la guerre de 1870, il participa à la fondation des Cercles catholiques d'ouvriers, destinés à encadrer et à protéger les travailleurs dans un cadre religieux, hiérarchique et socialement conciliateur.

Or, dans son numéro du 22 février 1888, le journal républicain *Le Finistère* donne de ce projet une lecture radicalement opposée. Sous le titre « Les résultats du socialisme clérical », il vise nommément « M. de Mun » et les représentants du parti réactionnaire. Le journal refuse l'expression de « socialisme chrétien », employée par les catholiques sociaux, et lui substitue le terme accusateur de « *socialisme clérical* ». À ses yeux, la question n'est pas de savoir si le patron chrétien

pratique la charité, mais si l'ouvrier demeure libre face au pouvoir économique, religieux et politique de son employeur.

Pour étayer son accusation, *Le Finistère* reproduit un article du *Siècle* relatif à la liquidation des établissements métallurgiques de Terre-Noire, La Voulte et Bessèges. La crise est dénoncée comme un « second krach clérical ». Le texte soutient que des ouvriers seraient menacés non seulement dans leurs salaires, mais aussi dans leurs économies, attirées par des placements rémunérés jusqu'à 6%. Il décrit l'usine comme une « véritable maison de banque » qui aurait progressivement absorbé « toute la fortune, toute l'épargne » de la population laborieuse.

La formule la plus frappante est celle de « *satrapie industrielle et cléricale* ». Le directeur de l'usine y est décrit comme un « roi absolu », maître de la mairie, des écoles, du crédit des petits commerçants et des capitaux locaux. Les dépenses consacrées au culte et à l'enseignement congréganiste, maintenues malgré la ruine supposée de la compagnie, sont présentées comme la preuve que les ressources ouvrières serviraient une « propagande cléricale et royaliste ».

Il s'agit naturellement d'un réquisitoire de presse, qui doit être confronté à d'autres archives ; mais il révèle avec une rare netteté la manière dont les républicains anticléricaux interprétaient le catholicisme social : non comme une émancipation des travailleurs, mais comme une forme renouvelée de tutelle.

Dans cette perspective, l'article du *Finistère* ne condamne pas seulement une entreprise en difficulté. Il condamne une organisation sociale où le patronat, le clergé, l'école, le crédit, la commune et l'épargne

populaire seraient confondus dans un même pouvoir. Face à cette « satrapie », le journal appelle implicitement la République, l'État de droit, l'école laïque et la protection légale de l'épargne à garantir l'indépendance du citoyen.

C'est ce qui rend singulière la présence du nom d'Albert de Mun sur le frontispice d'une école élémentaire publique rennaise. Cette appellation ne vaut évidemment pas ratification contemporaine de son programme ; elle appartient à une histoire des noms, des mémoires et des compromis urbains. Mais elle met en lumière une tension : dans une ville associée à de fortes traditions républicaines, laïques et socialistes, un établissement public continue de porter le nom d'un homme qui fut, à son époque, l'une des incarnations les plus visibles du catholicisme social conservateur.

L'enquête gagnerait désormais à établir, à partir des délibérations municipales, la date précise et les motifs de cette dénomination, afin de comprendre non seulement l'homme Albert de Mun, mais aussi la manière dont Rennes a choisi de se le remémorer.

Note relative au socialisme clérical

a) Ce que désigne l'expression « socialisme clérical » en 1888

Dans la presse républicaine et anticléricale des années 1880, l'expression « socialisme clérical » est un oxymore polémique : elle vise à disqualifier, par assimilation au « socialisme » (alors très stigmatisé par les républicains modérés et les conservateurs libéraux), toute forme d'action sociale portée par les catholiques.

Pour ses détracteurs, le « clérical » qui se fait « social » ne chercherait qu'à capter les masses ouvrières au profit de l'Église et d'un ordre moral conservateur.

Pour les catholiques sociaux, au contraire, il s'agit précisément d'offrir une « troisième voie » entre libéralisme économique et socialisme révolutionnaire, en défendant la dignité ouvrière, la famille, et des protections légales (accidents, maladie, vieillesse, repos dominical).

En 1888, cette bataille de mots est au cœur de l'actualité parlementaire et électorale : la République consolide son emprise (lois laïques, épuration des fonctionnaires, conflits avec les congrégations), tandis que les catholiques cherchent de nouveaux leviers d'influence par l'action sociale et associative

b) Albert de Mun : cible privilégiée de la presse anticléricale

Albert de Mun (1841–1914) est, à cette date, l'une des figures les plus visibles du catholicisme social français :

- Ancien officier, prisonnier en 1870, il fonde en 1871, avec Maurice Maignen et La Tour du Pin, l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, qui essuie rapidement plusieurs dizaines de milliers de membres.*
- Député du Morbihan (1876–1878, 1881–1893), puis du Finistère (à partir de 1894), il intervient constamment sur les questions ouvrières : accidents du travail, réglementation, protection sociale, repos hebdomadaire.*
- Loi et amendements (accidents, réglementation du travail, repos dominical pour femmes et enfants), ce qui le place au premier plan des débats sur la « question sociale*
- Pour la presse républicaine radicale ou anticléricale, de Mun incarne le « clérical de tout premier ordre » : un noble, catholique intransigeant sur le plan religieux, mais audacieux sur le plan social, capable de séduire une partie des électeurs populaires.*
- Le titre « Les résultats du socialisme clérical » s'inscrit donc dans une stratégie rhétorique : montrer que l'action sociale des catholiques aboutit à des échecs, des*

contradictions, ou à une mainmise indésirable de l'Église sur le monde ouvrier.